

La crise de Berlin de 1961

The 1961 Berlin Crisis

Albert Legault

Volume 10, Number 1, 1979

L'analyse comparative des conflits

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700915ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700915ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Legault, A. (1979). La crise de Berlin de 1961. *Études internationales*, 10(1), 91–126. <https://doi.org/10.7202/700915ar>

Article abstract

The Berlin Wall was but an episode in what is referred to as the Berlin Crisis of 1961. The latter's context included two other conflicts : a domestic power struggle within the Soviet Union and a race for strategic superiority between the superpowers. The methodology employed makes it possible to show that the Berlin Crisis constituted a hiatus within the much larger conflict of the Cold War. It also reveals that the frequency with which objectives were formulated constitutes a very important « indicator » « reference point » or « signpost » within the crisis process. These findings would tend to demonstrate that the stimulus-response model, notwithstanding its importance, should be completed by a much more methodical examination of the evolution of the objectives pursued by a State in the conduct of its foreign relations.

LA CRISE DE BERLIN DE 1961

Albert LEGAULT *

ABSTRACT – The 1961 Berlin Crisis

The Berlin Wall was but an episode in what is referred to as the Berlin Crisis of 1961. The latter's context included two other conflicts: a domestic power struggle within the Soviet Union and a race for strategic superiority between the superpowers. The methodology employed makes it possible to show that the Berlin Crisis constituted a hiatus within the much larger conflict of the Cold War. It also reveals that the frequency with which objectives were formulated constitutes a very important « indicator, » « reference point » or « signpost » within the crisis process. These findings would tend to demonstrate that the stimulus-response model, notwithstanding its importance, should be completed by a much more methodical examination of the evolution of the objectives pursued by a State in the conduct of its foreign relations.

I – INTRODUCTION

Dans la nuit du dimanche 13 août 1961, peu après minuit, les policiers est-allemands, les « vopos », dressent des barbelés entre Berlin-Ouest et Berlin-Est, ainsi qu'entre Berlin et le territoire de la République démocratique allemande. Ce qui deviendra quelques jours plus tard le fameux « Mur de la honte » marque le début d'une des crises les plus graves qui auront opposé les États-Unis et l'URSS durant toute la période de ce qu'il est convenu d'appeler « la guerre froide ».

Berlin avait déjà fait parler de lui auparavant. Ce n'est qu'au prix d'un gigantesque pont aérien que les Alliés avaient réussi à contourner le blocus de Berlin en 1948. En novembre 1958, l'URSS relançait la crise de Berlin en menaçant de signer un traité de paix séparé avec la R.D.A. Le délai fixé est de six mois. En décembre 1958, les Occidentaux réunis en session atlantique concluent que la question de Berlin ne peut être résolue que « dans le cadre d'un accord avec l'URSS sur l'ensemble du problème allemand ¹ ». C'est dans cet esprit qu'est organisée la Conférence des ministres des Affaires étrangères qui s'ouvrira à

* Professeur au Département de science politique, Université Laval.

1. André FONTAINE, *Histoire de la guerre froide*, tome II, Paris, Fayard, 1967, p. 352.

Genève en 1959². En août 1959, la conférence est ajournée *sine die*, chacune des parties se contentant d'enregistrer, dans un bref communiqué, les minces progrès réalisés.

À l'automne 1959, les entretiens du Camp David, ainsi que l'annonce de la tenue d'une conférence au sommet à Paris au printemps 1960, laissent présager, sinon d'un printemps clément, du moins d'une « atmosphère nouvelle ». Selon les mots mêmes du Général de Gaulle, un nouveau climat serait éventuellement favorable à des « solutions qui pour le moment sont impossibles³ ». L'on sait ce qu'advint de cet événement tant attendu, à la suite du malencontreux incident du U-2 américain abattu au-dessus du territoire soviétique. À partir de cette date, les Soviétiques concluent qu'il valait mieux, pour reprendre les discussions, attendre l'élection en novembre du nouveau président américain. À peine celui-ci est-il élu qu'il sort humilié de l'échec de la Baie des Cochons. Entre-temps, les Soviétiques étaient revenus à la charge au sujet de Berlin en faisant parvenir au gouvernement ouest-allemand une note datée du 17 février 1961 par laquelle ils rappelaient que Berlin « devait être transformée en ville libre », tout comme l'URSS l'avait proposé en novembre 1958⁴. C'est dans cette atmosphère de tension renouvelée que se déroulera dans les tout premiers jours de juin la rencontre des deux « K » à Vienne. En réalité, ce n'est que le 11 juin 1961 que sera publié à Moscou le texte des deux aide-mémoires soviétiques remis à Vienne au président John F. Kennedy. Le premier, portant sur le désarmement, ne contenait rien de nouveau. Le second réclamait en des termes impératifs la conclusion d'un traité de paix avec les deux Allemagnes, dans le but de transformer Berlin en une « ville libre démilitarisée sous contrôle, si nécessaire de l'ONU⁵ ». À défaut d'une entente à ce propos entre les deux Allemagnes dans le délai requis, l'URSS signerait un traité de paix séparé avec la R.D.A.

Deux mois plus tard, c'était le mur de Berlin.

II — LES PHASES DU CONFLIT

Dans son ouvrage sur *La guerre froide inachevée*, le professeur Bergeron écrit :

La crise de Berlin passera par trois phases : de l'inauguration du président Kennedy en janvier à la rencontre des deux K... à Vienne en juin ; de ce sommet à deux à l'édification du « mur de la honte » en août ; puis une certaine relaxation à l'automne que ponctue en octobre la déclaration de Khrouchtchev de ne pas forcer un traité de paix séparé avec la R.D.A., si l'Ouest manifeste enfin sa volonté d'une négociation véritable⁶.

2. Les alliés déposèrent un « plan de paix pour l'Europe » qui se voulait, en fait, « une nouvelle version du plan Eden, déposé en 1954, de réunification à partir d'élections libres » ; cf. *ibid.*, p. 358.

3. Cité dans Gérard BERGERON, *La guerre froide inachevée*, Montréal, les Presses de l'Université de Montréal, 1971, p. 143.

4. Cf. *Dokumente zur Berlin-Frage, 1944-1966*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 1967, p. 412.

5. Cf. *Keesing's Archives*, 24 juin-1^{er} juillet 1961, p. 18164.

6. BERGERON, *op. cit.*, p. 158.

Ces phases correspondent à peu de nuances près à celles que nous avons retenues pour notre étude.

La détermination de la phase préconflictuelle, pour des raisons que nous avons développées en introduction à ce recueil, s'étend du 13 février 1961 au 13 août 1961, soit précisément six mois avant le déclenchement de la crise proprement dite. La détermination de la phase postconflictuelle est cependant extrêmement difficile à établir. Raymond Tanter⁷, tout comme le professeur Bergeron, fait coïncider cette période postconflictuelle avec l'annonce faite par Khrouchtchev, le 17 octobre 1961, devant le XXII^e Congrès du parti communiste soviétique, à l'effet que

le délai de la conclusion d'un traité n'aurait plus aucune importance si les puissances occidentales se montraient disposées à régler le problème⁸.

Nous savons cependant que des consultations intensives ont eu lieu à New-York entre le secrétaire d'État Dean Rusk et son homologue Gromyko, durant les dernières semaines de septembre. Aucun communiqué n'a été émis au sujet de ces discussions. Selon Robert R. Slusser aucun procès-verbal officiel même n'aurait été rédigé à la suite de ces discussions. Le 6 octobre, c'était au tour du président Kennedy de reprendre les discussions avec le ministre Gromyko. Et le secrétaire d'État Dean Rusk affirmera suite à la déclaration du 17 octobre de Khrouchtchev : « Ceci confirme publiquement ce qui a été dit en privé, y compris dans nos conversations avec Gromyko⁹ ». C'est la raison pour laquelle nous avons choisi la date du 6 octobre pour marquer le début de la période postconflictuelle. Dans le graphique intitulé « fréquence d'interaction par semaine : dyade États-Unis-URSS » reproduit ci-dessous¹⁰, cette date tombe entre la 34^e et la 35^e semaine.

En réalité, même dans la phase postconflictuelle, et quelles que soient les dates retenues pour faire débiter cette phase, il faut noter, comme on le verra plus loin, que Berlin reste un conflit à finir. De plus, la tension la plus vive s'est produite vers la fin d'octobre, c'est-à-dire durant la 37^e semaine du conflit — donc après la déclaration de Khrouchtchev —, lorsqu'au cours de la guerre des nerfs, du 25 au 28 octobre, destinée à permettre le passage de fonctionnaires civils américains entre les deux Berlins, des blindés soviétiques et américains se firent face à cent mètres de distance, durant plus de 16 heures.

En ce qui a trait à la fin de la phase postconflictuelle, cette date est fixée au 13 février 1962, pour les raisons statistiques invoquées dans l'introduction générale à cet ouvrage.

7. Raymond TANTER, *Modelling and Managing International Conflicts : The Berlin Crises*, Beverly Hills, London, Sage Publications, 1974, p. 88.

8. Cf. Jean SCHWOEBEL, *Les deux K : Berlin et la paix*, Paris, Julliard, 1963, p. 38.

9. Cité dans *The Berlin Crisis of 1961*, Washington, John Hopkins University Press, 1973, pp. 255-256.

10. Cf. p. 123.

III – LES FAITS SAILLANTS DU CONFLIT

L'offensive du 4 juin 1961 lancée à Vienne par M. Khrouchtchev va se poursuivre en juin et juillet ¹¹ « selon le style coutumier, mais à un rythme plus soutenu qui révèle la détermination d'en finir cette fois-ci ¹² ». La même détermination apparaît en R.D.A. où l'on multiplie les déclarations sur la nécessité de signer un traité de paix dans un proche avenir ¹³.

Entre-temps de nombreuses consultations ont lieu entre les Occidentaux. La R.F.A., le 12 juillet, fera parvenir une seconde note à l'URSS en réponse à la note que celle-ci lui avait adressée le 17 février 1961. Le 17 juillet, c'est au tour des trois puissances occidentales de répondre, point par point, à l'aide-mémoire soviétique remis à Vienne au président Kennedy. Du 3 au 5 août, les représentants des pays du Pacte de Varsovie se réunissent à Moscou, tandis que l'URSS fait parvenir, le 3 du même mois, une note aux trois puissances occupantes ainssi qu'à la R.F.A. les informant de sa volonté de signer un traité de paix séparé avec la R.D.A. si les Occidentaux se refusent à entamer des négociations.

À la même époque, les Occidentaux se consultent à Paris, d'abord au sein du Groupe de travail quadripartite réuni du 28 juillet au 4 août, puis ensuite entre « les ministres des Affaires étrangères des quatre puissances intéressées, auxquels se joignent dès le 6 août leurs collègues des États-membres de l'OTAN ¹⁴ ». Le 8 août, la réunion ministérielle de l'OTAN entérine le rapport du secrétaire d'État américain sur la nécessité d'accroître les forces militaires au sein de l'OTAN, évaluées à 21 divisions et demie, alors que les plans prévoyaient le déploiement de 30 divisions dans le secteur centre-Europe.

L'accroissement des forces armées américaines, par ailleurs, avait commencé bien avant. Le 28 mai 1961, le président Kennedy avait réclamé des crédits supplémentaires de plus d'un demi-milliard de dollars. Dans son discours télévisé à la nation américaine du 25 juillet, le président Kennedy présentait une nouvelle demande de dépassement de crédits. Cette fois, c'était \$3,2 milliards qui étaient réclamés, portant ainsi le budget militaire américain à \$45 milliards de dollars. Le nombre des effectifs pour l'année devait passer de 875 000 à

11. Cf., notamment, les discours de Khrouchtchev les 15, 21 et 28 juin, et celui du 8 juillet 1961.

12. Jacques FREYMOND, « La crise de Berlin en 1961 », *Mélanges Pierre Renouvin : Études d'histoire des relations internationales*, Paris, P.U.F., 1966, p. 225.

13. Cf. *ibid.*, p. 226.

14. *Ibid.*, p. 231. La position des pays occidentaux peut être dégagée très clairement à la lecture des documents de l'époque. Pour les Britanniques, il n'était pas question de céder à Berlin, mais il fallait négocier. Les Américains avaient la même attitude, mais affichaient une très grande fermeté. Nous connaissons aussi la fermeté du Général de Gaulle qui refusait solennellement d'engager toute négociation sous la menace d'un ultimatum. Quant aux Allemands de l'Ouest, ils craignent que des négociations ne débouchent sur la reconnaissance *de facto* de la R.D.A., ce qui les amène ainsi à faire preuve de beaucoup de prudence et à développer d'étroites relations avec les États-Unis.

1 000 000 d'hommes, tandis que la marine verrait grossir ses effectifs de 29 000 hommes, et l'aviation de 63 000 hommes.

Selon *The Military Balance 1961-62*, les effectifs globaux de l'armée de l'air et de la marine américaines en 1961 se situaient à 824 900 et 635 787 hommes respectivement. Quant à la marine soviétique, ses effectifs se chiffraient à l'époque à un demi-million d'hommes. On ne dispose pas de renseignements sur les effectifs globaux de l'armée de l'air soviétique de cette période, d'autant qu'ils étaient fondus à l'intérieur du commandement de l'air et des unités stratégiques balistiques.

Dans son discours du 8 juillet, Khrouchtchev avait annoncé de son côté qu'il suspendait les mesures de « réduction unilatérale » des forces armées soviétiques¹⁵. Il réclamait en outre une augmentation du budget de plus de trois milliards de roubles¹⁶.

D'un côté comme de l'autre, on s'efforçait donc de joindre le geste à la parole : l'URSS toute décidée qu'elle était à obtenir gain de cause à Berlin, tandis que les États-Unis, craignant d'avoir à choisir entre la capitulation ou le suicide, n'hésitaient pas à renforcer leurs effectifs dans le but de restaurer leur marge de liberté de manœuvre¹⁷. En réalité, s'il faut en croire les propos de John McCloy, principal négociateur américain sur les questions de désarmement, qui se trouvait à Moscou à la fin de juillet, la colère qui gagna Khrouchtchev au lendemain du discours prononcé par Kennedy, le 25 juillet, fut une « explosion de bonne dimension » (*a fair-sized explosion*)¹⁸.

Vus dans une rétrospective historique, les événements du 13 août font apparaître des faits troublants. Les États-Unis avaient-ils été informés à l'avance de ce qui se tramait à Berlin ? Dans sa conférence de presse du 15 juin, alors que Khrouchtchev s'adressait de Moscou aux Occidentaux en des termes

15. En janvier 1960, M. Khrouchtchev avait annoncé une réduction de 3 623 000 à 2 423 000 hommes.

16. Soit le tiers du budget militaire, ce qui portait les dépenses militaires pour l'année 1961 à 12,4 milliards de roubles (\$13,89 milliards). En termes réels, *The Military Balance, 1961-62*, évaluait le budget militaire soviétique entre 20 et 25 milliards.

17. En réalité, c'est tout à la fois sur le plan stratégique et classique que les États-Unis entendaient réagir. Sur le plan stratégique, pour corriger le fameux *missile gap* qui donnait, après le lancement spectaculaire du Spoutnik soviétique en octobre 1958, l'avantage à l'URSS en matière de fusées stratégiques, et sur le plan classique où les forces de l'OTAN devaient faire face, selon les déclarations de l'époque du général Lauris Norstad, commandant suprême des forces armées de l'OTAN, à 126 divisions terrestres soviétiques ; cf. *Facts on File*, 3-9 août 1961, p. 279.

L'on sait aujourd'hui que le *missile gap* n'a jamais existé, si ce n'est que dans l'esprit de certaines gens. Sur les réévaluations successives du potentiel stratégique soviétique de l'époque, voir le remarquable article du sénateur Stuart SYMINGTON, « Where the Missile Gap Went », *The Reporter* XXVI, n° 4, 15 février 1962, pp. 21-23. Voir aussi les explications supplémentaires fournies à la note 44 de ce texte.

18. Cité dans SLUSSER, *op. cit.*, p. 90. Slusser fait ici état d'un télégramme daté du 29 juillet envoyé par McCloy au président Kennedy.

« comminatoires », Walter Ulbricht répondait à une question de la correspondante de la *Frankfurter Rundschau* :

J'interprète votre question en ce sens qu'il se trouve en Allemagne de l'Ouest des gens qui désirent que nous mobilisions les ouvriers du bâtiment de la R.D.A. pour ériger un mur. Je ne sais rien d'une telle information. Les maçons de notre capitale sont occupés essentiellement à des constructions d'habitations et leur capacité de travail est entièrement utilisée. Personne n'a l'intention de construire un mur¹⁹.

La réponse de Ulbricht visait-elle à atténuer le choc ou l'impact que pourrait avoir un tel geste aux yeux des Occidentaux ? À les informer à l'avance de ce qui se tramait dans l'esprit des dirigeants de la R.D.A. ? À sonder leurs intentions sur ce qui était possible de faire sans aller trop loin ? Quoiqu'il en soit, cette déclaration est à rapprocher de celle du sénateur Fulbright qui ne s'était pas gêné pour affirmer, le 30 juillet :

Je ne comprends pas pourquoi les Allemands de l'Est ne ferment pas leurs frontières, parce que je pense qu'ils en ont le droit²⁰.

Le *New York Times*, dans son édition du 6 août, n'ira-t-il pas jusqu'à déclarer :

Il n'y a jamais eu d'entente Est-Ouest qui empêcherait les communistes de fermer la frontière entre l'Allemagne de l'Est et Berlin-Est. Pourquoi il ne l'ont pas fait jusqu'à maintenant relève du mystère²¹.

D'après Jacques Freymond, certains commentateurs ont cru pouvoir affirmer que Kennedy avait été mis au courant des intentions soviétiques lors du séjour de John McCloy à Moscou²². Chose certaine, la plupart des historiens s'entendent pour affirmer que la décision de fermer Berlin a été prise à Moscou, lors de la réunion des ministres du Pacte de Varsovie du 3 au 5 août.

La mollesse de la réaction des alliés à la fermeture des frontières entre les deux Berlins rend d'autant plus séduisante l'hypothèse d'un avertissement anticipé à l'Ouest. Jacques Freymond écrira à ce sujet :

Informé du début des opérations, le commandant des troupes américaines à Berlin, le général Frederick O. Hartel, déclare qu'il n'envisage pas de prendre des mesures particulières sans instructions du gouvernement de Washington. Ce n'est qu'à la fin de la matinée du jour suivant, soit près de 17 heures après que les détachements est-berlinois ont commencé à poser les fils de barbelés à la

19. *Neues Deutschland*, 16 juin 1961, cité dans FREYMOND, *op. cit.*, pp. 232-233. La correspondante cherchait à savoir si la création d'une ville libre signifiait que la porte de Brandenburg deviendrait frontière d'État.

20. Cité dans SLUSSER, *op. cit.*, p. 91. André FONTAINE, *op. cit.*, p. 469, dira à propos de cette déclaration : « Parole extrêmement imprudente, à rapprocher de la fameuse déclaration d'Acheson, en 1950, selon laquelle la Corée ne faisait pas partie du périmètre défensif des États-Unis, qui avait certainement contribué au déclenchement de la guerre. »

21. Cité dans SLUSSER, p. 91.

22. FREYMOND, *op. cit.*, p. 235.

limite de leur secteur, que M. Dean Rusk fait une déclaration modérée : la fuite massive des Allemands de l'Est est une démonstration de l'échec du communisme en Allemagne orientale. Les informations disponibles visent les habitants de Berlin-Est et de l'Allemagne de l'Est, et qu'elles n'affectent pas la position des Alliés, ni leurs droits. Il s'agit sans doute d'une violation flagrante du Statut quadripartite et du droit à la liberté de mouvement à travers la ville. Cette violation sera l'objet d'une protestation vigoureuse par les voies appropriées. Et le Secrétaire d'État se rend à un match de base-ball. Quant au président Kennedy, qui se trouve en vacances, il a été informé de la situation, mais il ne juge pas nécessaire de prendre position²³.

Tous ces événements jettent en effet une étrange lumière sur la crise de Berlin. D'autres incidents viennent cependant corriger cette impression. Le fait que la R.D.A. ait attendu jusqu'au 19 août avant de se décider à compléter les fils de barbelés par un mur de ciment n'indique-t-il pas une très grande prudence pour ne pas dire une grande incertitude dans les comportements de Pankow²⁴ ?

Oleg Penkowsky n'a-t-il pas écrit, par ailleurs, que les autorités militaires soviétiques se sont particulièrement inquiétées des « graves risques » (*big risks*) pris par Khrouchtchev lorsqu'il a décidé de construire le mur de Berlin²⁵. Theodore C. Sorensen n'écrira-t-il pas que dans l'esprit du président Kennedy, la période la plus « anxieuse » fut précisément celle qui marqua l'acheminement à travers les autoroutes est-allemandes de troupes américaines vers Berlin les 18 et 19 août²⁶.

À Moscou comme à Washington, il semble, en tout cas, que l'on partageait la crainte que les événements n'échappent au contrôle des hommes politiques. L'URSS, de plus, avait-elle l'entier contrôle de ce qui se passait en R.D.A. ? À cette question il est probable que l'on doive répondre par l'affirmative, du moins en ce qui a trait aux opérations militaires exécutées sur ce territoire. Le spectre du 17 juin 1953, ou encore celui de la révolution hongroise, devait néanmoins hanter l'esprit des Soviétiques²⁷. La R.D.A., de plus, avait affirmé qu'il était de son « devoir suprême » d'arrêter le flot des réfugiés est-allemands à Berlin²⁸. Des milliers de policiers est-allemands, 12 000 selon certaines sources, s'étaient, par ailleurs, enfuis à l'Ouest depuis 1954.

À Berlin même, la situation militaire n'était pas totalement intenable. Le correspondant du *Times* de Londres, dans une dépêche datée du 28 juillet,

23. FREYMOND, *op. cit.*, p. 234.

24. Cf., à ce sujet, l'ouvrage de Jack M. SCHICK, *The Berlin Crisis, 1958-1962*, Philadelphia, Pennsylvania, U.P., 1971, pp. 163-165.

25. Cf., à ce sujet, Hannes ADOMEIT, « Soviet Risk-Taking and Crisis Behaviour : From Confrontation to Co-existence », *Adelphi Papers 101*, Londres, The International Institute of Strategic Studies, 1973, p. 3.

26. Theodore C. SORESENSEN, *Kennedy*, New York & Evanston, Harper & Row, 1965, p. 137.

27. Cf. FREYMOND, *op. cit.*, p. 222.

28. Plus de deux millions et demi de réfugiés avaient gagné la R.F.A. entre 1954 et le 30 juin 1961. Si l'on remonte à 1945, c'est à trois millions et demi de personnes que doit être évalué, d'après une déclaration faite le 22 juillet 1961 par le ministre des Affaires panallemandes, Ernst Lemmer, l'appauvrissement démographique de la R.D.A.

évaluait le rapport des forces militaires et policières à 24 000 pour Berlin-Ouest, et à 38 000 pour Berlin-Est. Environ 67 000 militaires étaient cependant postés autour de Berlin, sur le territoire de la R.D.A. dans un rayon de 48 kilomètres de la ville. Les forces soviétiques sises en territoire est-allemand étaient évaluées à 400 000 hommes, c'est-à-dire 20 divisions, tandis que l'armée de la R.D.A. à l'époque ne comptait que 65 000 hommes, répartis entre deux divisions blindées et quatre divisions d'infanterie motorisées.

En réalité, c'était la situation géostratégique de Berlin-Ouest qui rendait toute défense sinon impossible du moins téméraire et dangereuse. Dans les tous premiers jours de la crise, la *Task Force* qui avait été mise sur pied par le président Kennedy²⁹ pour étudier les mesures à prendre à propos de Berlin, n'eut pas, semble-t-il, d'autre avis utile à fournir que celui de « recommander le renforcement des forces militaires occidentales à Berlin »³⁰.

S'il n'est pas exclu que le symbolisme du langage de Ulbricht, dans son discours du 15 juin, n'ait pas échappé aux Américains, pas plus que les déclarations du sénateur Fulbright, il reste que la crise de Berlin s'est déroulée dans une atmosphère de tension la plus vive. Quel que soit le degré de communication tacite, formelle ou informelle réalisée, personne ne pouvait à l'avance être sûr que la maîtrise de la situation serait parfaite, ou encore, prévoir en toute certitude ce que seraient les réactions des populations est-allemandes, voire même ouest-berlinoises.

Une fois le mur construit, les termes du binôme deviennent parfaitement clairs. La paix mondiale sera maintenue, à la condition que les Soviétiques n'interfèrent pas avec les libertés occidentales des droits d'accès à Berlin, et que les Occidentaux, veulent bien reconnaître, de leur côté, que le mur, bien qu'étant une entorse aux accords quadripartites sur Berlin, constituait un cran d'arrêt dans l'utilisation de Berlin comme d'une zone de déstabilisation du régime politique de la R.D.A., et qu'il permettait de juguler par la même occasion l'hémorragie des ressources humaines est-allemandes³¹.

29. Ce groupe de travail, constitué avant la crise, avait été placé sous la responsabilité de Dean Acheson, partisan de la ligne de la fermeté. Cf. André FONTAINE, *op. cit.*, p. 407. Selon le même auteur, « l'ambassadeur américain à Moscou Llewelyn Thompson et ses prédécesseurs Averell Harriman et Charles Bohlen, le leader de la majorité au Sénat, Mike Mansfield, et le président de la Commission des affaires étrangères, le sénateur Fulbright demandent, de même que les Anglais qu'on donne en tout état de cause la priorité à l'action diplomatique ».

30. Cf. SLUSSER, *op. cit.*, p. 135.

31. SORENSEN, *op. cit.*, p. 596, écrira que la crise, en 1962, s'était largement résorbée parce qu'on avait su arrêter le flot de l'émigration est-allemande, relâchant ainsi la pression qui s'exerçait sur Khrouchtchev. En septembre 1961, le président Kennedy déclarera dans sa conférence de presse du 11 octobre : « Berlin-Est et l'Allemagne de l'Est sont sous contrôle soviétique, en réalité, depuis 1947 et 1948... beaucoup de choses se sont produites en Europe de l'Est... que nous considérons comme totalement insatisfaisantes... Il nous faut rechercher des accords qui protégeront les droits et les libertés des gens sans avoir recours à des armes ultimes ». Cf. *Facts on File*, 12-18 octobre 1961, p. 378.

En pleine crise de Berlin, un second événement vient dramatiser la tension entre les superpuissances : la reprise des essais nucléaires soviétiques. Ceux-ci commencent le 1^{er} septembre. Et cela, en dépit de la promesse faite à Kennedy par Khrouchtchev à Vienne, à l'effet que l'URSS ne serait pas la première à violer le moratoire de novembre 1958 sur les essais nucléaires dans l'atmosphère. Plus de trente essais furent réalisés en septembre. Le 23 octobre, les Soviétiques procédèrent à la plus gigantesque explosion nucléaire jamais réalisée dans l'atmosphère : 50 mégatonnes³².

Dans l'été, Kennedy s'opposa aux pressions des autorités militaires qui réclamaient la reprise des essais nucléaires. Le manque de préparatifs américains explique que ce ne soit qu'en avril 1962 que les États-Unis reprennent leurs essais nucléaires dans l'atmosphère³³, ce qui ne les avait pas empêchés, cependant, de poursuivre durant toute la durée du moratoire leur programme d'expérimentations nucléaires souterraines.

Dénoncée par la Maison Blanche comme une « forme de chantage atomique destinée à substituer la terreur à la raison³⁴ », la reprise des essais nucléaires constitue ainsi une seconde crise qui vient se greffer sur la question berlinoise. Les négociations sur la recherche d'accords sur le désarmement continuent cependant. Des progrès sont même réalisés puisqu'à la surprise générale de plusieurs observateurs, un accord commun « sur les principes qui doivent régir les négociations sur le désarmement » est signé le 20 septembre 1961³⁵. Tous les efforts déployés par les Britanniques et les Américains ainsi que les mouvements de protestation dans le monde entier ne changent rien à la position soviétique : les essais nucléaires ne peuvent cesser que sur la base d'un accord sur le désarmement général et complet.

À Berlin, la R.D.A. durcit sa position. Ou ne mène-t-elle pas tout simplement à son aboutissement logique la décision des pays du Pacte de Varsovie prise à Moscou au début d'août ? Le 15 août, c'est la rupture des communications postales et téléphoniques. Le 19, c'est le commencement de la construction du mur. Le 23 août, les Soviétiques adressent une sévère mise en garde aux puissances occupantes sur l'utilisation des couloirs aériens. Les alliés sont fermes et rapides. Ils adressent, le 26, un « avertissement solennel » à l'effet que toute interférence avec la liberté des droits d'accès à Berlin aura « les plus graves conséquences » dont le gouvernement soviétique « portera l'entière responsabilité³⁶ ».

Le 30 août, le héros du blocus de Berlin de 1948, le général Lucius Clay est nommé à titre de représentant personnel du président Kennedy, avec le rang

32. Les évaluations de cet essai ont cependant démontré que la puissance d'explosion se situait à environ 30 mégatonnes.

33. Voir *SIPRI Yearbook 1972*, New York, Humanities Press, p. 407.

34. Philip J. KLAS, *Secret Sentries in Space*, New York, Random House, 1971, p. 63.

35. Il s'agit de l'accord McCloy-Zorin. Cf. *Arms Control : A Survey of Appraisal of Multilateral Agreements*, publié à Londres pour SIPRI, par Taylor & Francis Ltd., 1978, pp. 75-76.

36. *Keessing's Archives*, 9-16 septembre 1961, p. 18307.

d'ambassadeur. Le 9 septembre, le Département de la défense annonce que les effectifs militaires seront renforcés de 40 000 hommes, portant ainsi au-delà de 250 000 le nombre des forces américaines stationnées en Europe. Le 21 septembre, au lendemain de l'accord McCloy-Zorin, les discussions reprennent à New-York entre Gromyko et Rusk à propos de la question berlinoise.

Il semble bien qu'au niveau de la négociation les événements se précipitent. Le 18 septembre, Khrouchtchev affirme : « Nous sommes prêts à négocier n'importe où, n'importe quand, à n'importe quel niveau ³⁷. Khrouchtchev, sur ce dernier point, avait sans doute raison. En effet, le 23 septembre, le journaliste soviétique Kharlamov demande à être reçu par Pierre Salinger. Il lui annonce que « la tempête est terminée à Berlin ³⁸ ». Il lui demande de plus si le président Kennedy a reçu le message que lui avait adressé Khrouchtchev de Satchi par l'intermédiaire du journaliste américain C. L. Sulzberger ³⁹. Le 29 septembre, une seconde lettre de 26 pages est transmise par l'intermédiaire de Bolshakov à Sulzberger, qui la remet à Kennedy. Selon Slusser ⁴⁰, cette lettre de Khrouchtchev invitait Kennedy à « court-circuiter les bureaucraties des affaires étrangères », ce qui laissait supposer que Khrouchtchev était en prise avec de sérieuses difficultés intérieures à Moscou ⁴¹. Toujours selon le même auteur, il semblerait que la décision de reprendre les essais nucléaires, voire même d'en informer à l'avance les dirigeants chinois, avait été prise à Moscou par les adversaires de Khrouchtchev, alors que celui-ci se reposait en vacances à Satchi ⁴². Cette hypothèse, en tout cas, jette un peu de lumière sur l'interview de Khrouchtchev à Sulzberger.

La trame historique de toute cette période, nous l'avons dit au début, est difficile à délier. Chose certaine, elle marque une volonté américaine très nette d'entamer les négociations, ce qui paraît constituer un objectif commun avec Moscou. Les États-Unis, cependant, se présentent au monde avec une nouvelle assurance. Le discours du président Kennedy devant l'Assemblée générale des Nations unies le 25 septembre, est pathétique : « Nous devons mettre fin à la guerre, ou la guerre mettra fin à l'humanité. »

37. Cité dans SLUSSER, *op. cit.*, p. 231.

38. *Ibid.*, p. 235.

39. Khrouchtchev avait formellement fait savoir à Sulzberger qu'il souhaitait lui accorder une interview.

40. *Ibid.*, p. 240.

41. L'interview accordée à Sulzberger allait dans le même sens. Khrouchtchev avait choisi de s'en remettre à Sulzberger puisqu'il croyait qu'en passant par le canal habituel des ambassades, « ça irait à Rusk. Il dirait à Kennedy ce qui ne va pas avant même de lui remettre le message. Et Kennedy porterait le « corset » de Rusk – un instrument des Rockefeller ». Cf. SLUSSER, *op. cit.*, p. 207. L'auteur conclut qu'il est probable que Khrouchtchev tentait de faire comprendre par analogie la situation dans laquelle il se trouvait à Moscou. En d'autres termes, Khrouchtchev devait faire face à la fois à l'opposition des militaires et à celle de son appareil gouvernemental chargé des questions extérieures, y compris Gromyko, au premier chef.

42. *Ibid.*, p. 191.

En réalité, la très grande fermeté qu'affiche le président Kennedy tenait aux renseignements qu'avaient réussi à obtenir sur l'Union soviétique les satellites de reconnaissance américains. Le jour même du discours de Kennedy à New York, Joseph Alsop écrit dans le *Washington Post* que les services de renseignements évaluent désormais à moins de 50 le nombre d'ICBM possédés par l'Union soviétique. À la mi-septembre, le nombre tombe à 14⁴³. Le *missile gap* est non seulement disparu, il n'a jamais existé. Selon Philip J. Klass, le président Kennedy, lorsqu'il rencontra Gromyko le 6 octobre, serait même allé jusqu'à lui montrer les résultats des analyses photographiques obtenues par satellites⁴⁴. La baudruche est dégonflée. Il faut désormais aviser à d'autres moyens.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de faire coïncider le début de la phase postconflictuelle avec cette date.

La crise de Berlin persiste pourtant. L'ultimatum est levé le 17 octobre par Khrouchtchev. L'important, c'est de négocier, mais l'urgence a disparu. Les incidents du 25 au 27 octobre provoquent une recrudescence de tension⁴⁵. Des blindés américains prennent position à la frontière entre les deux Berlins, geste qu'imitent quelques heures plus tard les Soviétiques. L'enjeu : maintenir le droit qu'ont les alliés de faire circuler des fonctionnaires américains en civil dans des voitures portant des plaques d'immatriculation officielle, sans qu'ils ne soient soumis au contrôle des policiers est-allemands⁴⁶. Il est ici difficile de savoir si

43. Cf. KLASS, *op. cit.*, p. 107.

44. La chronologie des événements de 1961 est établie de la façon suivante par Klass. En janvier 1961, SAMOS-2 est mis sur orbite. Il cessera de transmettre en février. Selon Klass, SAMOS-2 ayant réalisé un quadrillage photographique intensif de l'URSS, il aura ensuite fallu quatre mois pour analyser les résultats photographiques. Suite à ce quadrillage, des photographies plus précises seront prises grâce au programme des satellites *Discoverer*. Or ce programme se heurte à de nombreuses difficultés, notamment au niveau de la récupération des films. Les *Discoverer* 22, 23 et 24 lancés au printemps sont un échec. En revanche, les satellites lancés le 7 juillet, le 30 août et le 12 septembre donnent des résultats satisfaisants. Cette période, par ailleurs, coïncide avec celle de la réévaluation par les Américains du potentiel militaire stratégique des Soviétiques. KLASS, *op. cit.*, p. 71, conclura : « Despite U.S. secrecy, the Soviets knew of the spaceborne reconnaissance, if only from guarded statements in published Congressional hearings and articles in the American press. Perhaps initially, the Soviets believed that the camera resolution obtainable from an altitude of more than 100 miles would be too poor to be of value. But by late 1961 Soviet officials had to face two harsh and unpleasant facts : first, U.S. officials now knew that it was the Soviet Union which was on the short side of the Missile Gap : and second, that America's advantage would soon grow to overwhelming proportions as new Minuteman ICBMs and Polaris missiles began to roll off the production lines to be deployed in underground silos and far-ranging nuclear submarines. »

45. Slusser attribue cette mini-crise à de nouveaux conflits intérieurs lors de la tenue du XXII^e Congrès du parti communiste.

46. Une dépêche du *New York Times* en provenance de Bonn, datée du 6 novembre, faisait état de l'inquiétude qu'avaient manifestée plusieurs pays-membres de l'OTAN face aux tentatives répétées des forces américaines pour avoir gain de cause en ce domaine. Après tout, disait-on, les Britanniques avaient partiellement accepté les exigences de la R.D.A. en ce qui avait trait aux points de contrôle, tandis que le personnel américain se soumettait aussi aux exigences de contrôle lorsqu'il se rendait à Berlin-Est par voie de métro. Cf. *Facts on File*, 9-15 novembre 1961, p. 413.

l'enjeu en valait la chandelle. Quoi qu'il en soit, la fermeté américaine paya. Le représentant du président américain, le général Lucius Clay, déclara le 27 octobre :

L'apparition de blindés soviétiques au point de frontière a détruit la « fiction » que c'est la R.D.A. et non l'U.R.S.S. qui détient l'autorité dans le secteur de Berlin-Est ⁴⁷.

Quelques jours plus tôt, le 22 octobre, le sous-secrétaire à la Défense, Robert Gilpatric, élève le ton et dissipe toute inquiétude quant à l'incontestable supériorité stratégique américaine sur l'URSS. Les États-Unis, dit-il en substance, disposent de 96 missiles embarqués à bord de leurs sous-marins, de douzaines d'engins intercontinentaux, d'une force de frappe en second qui serait aussi puissante que celle que ne pourrait livrer l'URSS si elle frappait en premier, ainsi que d'un nombre de véhicules-porteurs, tant stratégiques que tactiques, qui se chiffrent dans les dizaines de milliers.

À toute fin pratique, les deux crises superposées – Berlin et la recherche de la supériorité stratégique – se traduisent par deux échecs de la diplomatie soviétique. Le traité de paix avec l'Allemagne n'a pas eu lieu. Quant à la course aux armements, les États-Unis triomphent, après un moment d'hésitation.

Berlin continuera d'être au menu de la diplomatie internationale, ponctuée de mini-crisis et de tracasseries de toutes sortes. C'est que l'opposition entre les grandes puissances est loin d'être terminée. On s'oppose aux Nations unies sur la question de la « troïka », la course à la supériorité stratégique se poursuit de plus belle, le pouvoir de Khrouchtchev est chancelant, alors que les tensions entre Moscou et Pékin s'affirment au grand jour. Un an plus tard, ce sera Cuba.

IV – OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'érection du mur a été, on le sait, l'événement marquant de la crise de Berlin qui a opposé en 1961 les États-Unis et l'URSS. Cette crise s'inscrit cependant dans le contexte plus général de la guerre froide où les deux Grands se livrent une lutte d'influence sur plusieurs fronts. Dans l'ensemble, ce sont toutefois les objectifs reliés aux problèmes du contrôle de la course aux armements, de la sécurité à l'intérieur des alliances respectives, ainsi qu'à la notion de statut et de prestige qui semblent caractériser l'opposition entre les deux Grands.

Pour illustrer ce que nous venons de dire, nous avons répertorié dans le tableau I (reproduit en page suivante) les thèmes identifiés parmi les objectifs formulés par les grandes puissances durant l'année 1961. Seuls les thèmes bien identifiés, ou encore les objectifs référant à un conflit ou à une région du globe ont été retenus. Quatre cent soixante-cinq (465) objectifs (dont 259 et 206 poursuivis respectivement par les États-Unis et l'URSS) donnent les résultats suivants lorsqu'ils sont répertoriés par thèmes.

47. *Ibid.*, 2-8 novembre 1961, p. 408.

TABLEAU I

Regroupement des objectifs formulés et perçus par l'U.R.S.S. et les É.-U. (DS 1-4)

	É.-U.				URSS			
	Phases				Phases			
	1	2	3	%	1	2	3	%
Maintien des accords quadripartites et liberté d'accès à Berlin (Berlin ville libre)	41	25	24	34,7	18	7	5	14,6
Traité avec les deux Allemagnes	4		1	1,9	40	26	12	37,8
Statut et prestige	28		15	16,6	18	7	7	15,5
Sécurité générale et OTAN (sécurité générale et Pacte de Varsovie)	60	16	30	40,9	15	17	19	24,8
Cuba					7	1		3,8
Congo	2		1	1,1	1			4
Amérique latine	5			1,9	1			4
Laos	7			2,7	5			2,4
	147 41 71				105 58 43			
	N = 259				N = 206			

On peut constater que les États-Unis et l'URSS sont tous deux préoccupés dans la même proportion des questions relatives à leur statut et prestige réciproque (16,6% contre 15,5%). La question du maintien des droits d'accès à Berlin est prépondérante, cela va de soi, dans l'esprit des Américains. Inversement, la signature d'un traité avec les deux Allemagnes, qui amènerait les pays occidentaux à devoir traiter avec la R.D.A. relativement à la question berlinoise, constitue chez les Soviétiques un point cardinal de leurs revendications. Si, d'une part, les Américains ont été les premiers à réclamer à la fin des années cinquante la réunification de l'Allemagne, on oublie trop facilement qu'en 1961 cette question ne figure pas au premier plan des revendications américaines. Du côté soviétique, d'autre part, il est clair que la signature d'un traité avec les deux Allemagnes représente un moyen de régler la question berlinoise. Ainsi 37,8% des objectifs soviétiques peuvent être classés sous cette rubrique, alors que le problème de la transformation de Berlin en ville libre, ou, si l'on veut, la question de la signature d'un traité de paix séparé entre l'URSS et la R.D.A., ne représente qu'à peu près 15% des objectifs formulés à l'époque par l'URSS.

Les problèmes relatifs à la sécurité générale du monde libre, à la sécurité de l'OTAN plus précisément, ainsi qu'au maintien de l'équilibre militaire entre les grandes puissances occupent une place déterminante dans la diplomatie américaine de l'époque. Près de 41% des objectifs américains tournent autour de ces questions, alors que chez les Soviétiques, cette proportion est réduite à

25%. Il est vrai que l'URSS est la puissance revendicatrice et que le *statu quo* en Europe n'est pas, à ses yeux, remis en cause.

Les questions qui débordent le cadre de l'Europe ne paraissent pas constituer un élément important des diplomaties respectives des grandes puissances. Le Laos, dont on a beaucoup entendu parler à l'époque, ne constitue pas une part importante des objectifs formulés de part et d'autre. Cuba, par contre, semble déjà préoccuper les Soviétiques, encore que les Américains ignorent encore tout de la crise à venir. Dans l'ensemble, on a un peu l'impression que Berlin est une crise régionale, soigneusement préparée et entretenue par les Soviétiques depuis 1958, à laquelle les États-Unis ont répondu tout à la fois sur un plan régional, dans la mesure où ils ont solennellement réaffirmé leurs droits acquis et inviolables, et mondial, dans la mesure où les États-Unis ont décidé d'accroître leurs dépenses militaires dans tous les domaines.

Un examen plus poussé des objectifs par registres d'objectifs (DS1-4), par phase et par localisation, fournit des résultats à peu près identiques. On constatera dans le tableau II que les questions relatives à Berlin-Ouest, à Berlin-Est, à Berlin sans spécification de l'Ouest ou de l'Est, à l'Allemagne et à l'Europe de l'Ouest, en général, constituent 82% des objectifs formulés officiellement par la diplomatie américaine. La proportion des objectifs soviétiques pour les mêmes questions (48,7, 26,8, 6,7) est identique. (05-2)

TABLEAU II

Objectifs par registres, par phases, par localisation

É.-U. - DS 1

> 2% * N = 125 % de localisation par phases

	Phases			% du total
	1	2	3	
Berlin-Ouest	54,4	56,5	58,8	56,0
Berlin-Est	0,0	17,3	2,9	4,0
Laos	8,8	0,0	0,0	4,8
Berlin	7,3	21,7	11,7	11,2
Allemagne	7,3	0,0	8,8	6,4
Europe occidentale	8,8	0,0	0,0	4,8
Hémisphère occidental	2,9	0,0	2,9	2,4
Congo	2,9	0,0	2,9	2,4
Conférence de Genève	5,8	4,3	8,8	6,4

TABLEAU II (suite)

URSS - DS 2

> 2% * N = 110 % de localisation par phases

	Phases			% du total
	1	2	3	
R.D.A.	3,0	15,1	5,0	6,7
Cuba	9,0	3,0	0,0	5,8
Berlin-Ouest	27,2	24,2	30,0	26,8
Laos	4,5	0,0	0,0	2,5
Allemagne	48,4	51,5	45,0	48,7
Conférence de Genève	1,5	0,0	20,0	4,2

DS 3

Objectifs des É.-U. perçus par l'URSS

N = 18 % de localisation par phases

	Phases			% du total
	1	2	3	
R.D.A.	0,0	0,0	33,3	11,1
Berlin-Ouest	100,0	80,0	50,0	77,7
Berlin	0,0	0,0	16,6	5,5
Allemagne	0,0	20,0	0,0	5,5

DS 4

Objectifs de l'URSS perçus par les É.-U.

> 5% ** N = 31 % de localisation par phases

	Phases			% du total
	1	2	3	
R.D.A.	15,8	0,0	0,0	9,6
Cuba	10,5	0,0	22,2	12,9
Berlin-Ouest	21,0	0,0	11,1	16,2
Allemagne	21,0	0,0	22,2	19,3
Berlin-Est	10,5	100,0	0,0	16,2
Amérique latine	0,0	0,0	22,2	6,5

* Seuls les objectifs localisés qui recueillent plus de 2% des mentions figurent au tableau.

** Seuls les objectifs localisés qui recueillent plus de 5% des mentions figurent au tableau.

Les questions du Laos occupent une proportion deux fois plus élevée (4,8% contre 2,5%) chez les Américains que chez les Soviétiques. Ceux-ci insistent davantage que les États-Unis sur la Conférence de Genève. Le Congo n'apparaît pas dans les préoccupations officielles soviétiques ou, du moins, s'il apparaît, c'est dans une proportion inférieure à 2%. On retrouve aussi dans ces tableaux la place prépondérante qu'occupe l'Allemagne dans les revendications soviétiques (48,74%) contre 56,4% pour les Américains. On constatera que ce problème constitue un élément permanent de la diplomatie soviétique, quelle que soit la phase du conflit. La même tendance peut être observée en ce qui a trait aux droits d'accès à Berlin-Ouest. Ce problème recueille 56% du total des objectifs formulés par les Américains durant l'année qui va du 12 février 1961 au 12 février 1962. Les proportions selon les phases du conflit sont de 54,4, 56,5 et 58,8% respectivement.

On est frappé dans l'ensemble, par la symétrie des objectifs formulés de part et d'autre, par leur concentration respective sur les mêmes objets, et par leur permanence à travers les phases. Cette tendance ressort encore plus clairement au niveau de la perception qu'ont les États-Unis et l'URSS des objectifs qu'ils poursuivent réciproquement. Dans le registre 3 des objectifs, qui représente la façon dont les objectifs américains sont perçus par les Soviétiques, ceux-ci, d'habitude peu bavards, ont à 18 reprises spécifié quels étaient, à leur sens, les objectifs poursuivis par les États-Unis. Dans 77,7% des cas, l'URSS a rappelé que les États-Unis recherchaient à maintenir leurs droits d'accès à Berlin-Ouest. Tout se passe ici comme si les Soviétiques avaient à convaincre la R.D.A. de l'importance qu'attachaient les Américains à cette question. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question dans les sections qui suivront.

La perception qu'ont les Américains des objectifs poursuivis par l'URSS est en revanche beaucoup plus diffuse. On constate, par exemple, que la question de Cuba occupe une place presque aussi importante que Berlin-Ouest (13% contre 16,2%), encore que ce soit dans la période qui suit l'érection du mur de Berlin que la question de Cuba est plus fréquemment mentionnée. Chose certaine, les États-Unis semblent éprouver une plus grande difficulté à lire les intentions soviétiques que l'URSS n'en éprouve à percevoir l'ordre de priorité des objectifs américains. *A posteriori*, on comprend mieux les difficultés américaines lorsque l'on sait que la crise de Berlin était épisodique depuis 1958 et que les ultimatums sur la signature d'un traité de paix séparé avec la R.D.A. avaient été successivement reportés. Ceci confirme en outre le caractère multiforme et diffus qu'est la guerre froide, la puissance revendicatrice tentant de jouer sur plusieurs tableaux à la fois et d'avancer ses pions là où elle croit pouvoir arracher des concessions à son adversaire.

A – Caractéristiques du conflit

Qu'est-ce que la crise de Berlin ? Est-elle l'expression d'un conflit limité, bien localisé en Europe, au sujet duquel les deux Grands se sont opposés ? Ou est-ce plutôt le reflet, ou la cristallisation d'une opposition plus générale entre les grandes puissances ? Il semble bien, si l'on se fie à l'analyse des objectifs

que l'on vient de faire qu'il faille incliner pour la seconde hypothèse, ce qui ne signifie pas que Berlin n'ait pas représenté en soi un problème réel.

Un article écrit en 1961 portait pour titre « Berlin : diorama de la guerre froide ⁴⁸ ». Dans tous les écrits sur la guerre froide il a été d'usage courant de parler de conflit par « personnes interposées ». Dans le cas de Berlin, il s'est agi d'un conflit par « personnes obligées » ou, si l'on veut, par interposition d'alliés obligatoires, ceux qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale les grandes puissances se sont vues dans l'obligation de choisir pour assurer leur sécurité, pour maintenir les bénéfices durement acquis aux dépens des puissances de l'Axe, et peut-être enfin pour marquer les limites à la coopération qui s'était établie dans la souffrance commune laquelle, lorsqu'elle disparut, céda la place à une méfiance croissante dont on connaît aujourd'hui toutes les manifestations.

Le conflit de Berlin présente quatre caractéristiques principales. Il s'agit d'un conflit

- 1) que l'on pourrait qualifier de *high level*
- 2) qui présente une incompatibilité élevée
- 3) qui est qualifié par une relation de « protection-acquisition »
- 4) et qui, enfin, est largement systémique.

1 – UN CONFLIT HIGH LEVEL

Plusieurs auteurs ont parlé de la crise de Berlin comme d'un conflit de personnalités entre Khrouchtchev et Kennedy. S'agissait-il vraiment d'un malentendu entre personnes ? Est-il possible que Khrouchtchev ait sous-estimé, lors de la rencontre de Vienne en juin 1961 la volonté du président américain de défendre les droits occidentaux à Berlin ? Il est vrai que, dans ses mémoires, Robert Kennedy avait mentionné que son frère John F. lui avait précisé que Khrouchtchev devait le voir agir s'il voulait être pris au sérieux. C'est dans le contexte de la crise de Cuba que John F. Kennedy s'exprimait ainsi, encore que l'allusion à la volonté d'être perçu comme étant prêt à agir s'appliquait à la crise de Berlin. Il se peut que Khrouchtchev ait songé, lors de la crise de Berlin, à mettre le jeune président à rude épreuve. Quoi qu'il en soit, face à la détermination du président américain, Khrouchtchev dut aviser à d'autres moyens.

Dans l'ensemble, les données démontrent que la crise de Berlin a été un conflit largement polarisé entre les deux chefs d'État. De tous les objectifs formulés, comme le démontrent les chiffres reproduits dans le tableau III ci-contre, 65 % contre 61 % des objectifs ont été formulés respectivement par les chefs d'État américain et soviétique.

Cette tendance met en relief l'importance qu'ont attachée à la crise de Berlin les chefs d'État des grandes puissances. En l'absence de données comparatives, il est difficile de savoir si cette caractéristique est propre aux conflits aigus entre

48. Albert LEGAULT, *L'Action Nationale*, Montréal, vol. 51, n° 2, pp. 105-119.

TABLEAU III
Origine de la formulation des objectifs en %

	É.-U.	URSS
Chef d'État	64,8	60,68
Ministre des Affaires extérieures	11,45	6,31
Affaires étrangères	9,54	10,68
Ministre de la Défense	4,96	10,68

grandes puissances. Il se peut toutefois qu'il s'agisse là d'un indicateur simple auquel les observateurs devraient sans doute attacher une plus grande importance ⁴⁹.

Il est aussi intéressant de noter la proportion deux fois plus élevée chez les Soviétiques que chez les Américains des objectifs formulés par la bureaucratie militaire. Cette proportion, par ailleurs, est inversée chez les Américains, si l'on compare le nombre des objectifs formulés par le secrétaire au Département d'État par rapport au ministère de la Défense. C'est pratiquement la relation inverse qui prévaut chez les Soviétiques, ce qui apporte de l'eau au moulin de ceux qui prétendent qu'au moment de la crise de Berlin de sérieuses luttes d'influence existaient à Moscou entre les forces militaires et civiles représentées au sein du Politburo.

La forte proportion qu'occupent cependant les deux chefs d'État dans la formulation respective des objectifs soviéto-américains nous a amené à qualifier cette crise de *high level*, en ce sens que sa gravité a forcé une coordination des intérêts des nations en conflit au plus haut niveau. Qu'un conflit de personnalités ait existé entre les deux K, cela est non seulement possible mais vraisemblable. Dans l'ensemble, toutefois, il semble bien que c'est précisément en raison de la gravité de la crise que les chefs d'État aient été amenés à s'affronter. Il s'agit donc d'une double conjoncture, où les facteurs latents propres à la crise de Berlin et à la guerre froide, en général, nous paraissent plus importants que les traits de caractère qui auraient pu amener les deux chefs d'État à vouloir se mesurer l'un à l'autre. En d'autres termes, Berlin n'a pas été un prétexte mais plutôt une occasion de faire ressortir les forces profondes qui opposaient les grandes puissances dans leur lutte pour la suprématie.

2 - UN CONFLIT À INCOMPATIBILITÉ ÉLEVÉE

C'est un lieu commun que d'affirmer qu'un conflit met toujours une partie revendicatrice aux prises avec une partie défensive. En d'autres termes, l'une

49. Mon collègue, Louis-Jean Duclos, me communique son scepticisme à propos de ces conclusions. Il précise que ceci tient peut-être pour l'essentiel aux techniques de l'information gouvernementales propres à chaque pays.

revendique et l'autre s'emploie à défendre le *statu quo*. Nous retrouvons dans le tableau IV la relation *challenger-defender* par phases. Nous n'avons retenu ici que les seules phases du pré-conflit et du conflit proprement dit.

TABLEAU IV

La relation « challenger-defender »

Phase pré-conflit	URSS	Revendicateur	54	= 3,38	Rapport 8,4
		Défenseur	16		
	É.-U.	Revendicateur	25	= 0,4	
		Défenseur	63		
Phase conflit	URSS	Revendicateur	33	= 3,0	Rapport 21,4
		Défenseur	11		
	É.-U.	Revendicateur	3	= 0,14	
		Défenseur	21		

La notion de « revendicateur-défenseur » n'est jamais, cela va de soi, absolument pure. Dans tout conflit, un État cherche tout à la fois à acquérir des gains et à défendre ce qui lui apparaît comme acquis. Cette double relation valant pour les deux partenaires, nous obtenons dans les deux cas et pour chacune des phases des rapports « revendicateur-défenseur ». Pour la phase du pré-conflit, la double relation de la « revendication-défense » est de 3,38 et de 0,4 respectivement pour l'URSS et les États-Unis, ce qui donne un rapport de 8,4. Ce rapport se situe à 21,43 pour la période de conflit, ce qui laisse supposer qu'en période de conflit l'URSS a été à peu près trois fois plus revendicatrice qu'en période de pré-conflit à l'égard des États-Unis.

Cette relation, pour importante qu'elle soit, ne nous apparaît pas purement et hautement conflictuelle. Elle est certes élevée, mais elle pourrait atteindre une intensité beaucoup plus forte. Une étude comparative démontrera sans doute que ce rapport a été beaucoup plus prononcé pour d'autres types de dyades conflictuelles. En revanche, il ne faut pas oublier qu'en dépit de leurs divergences profondes, il y a toujours eu de la coopération dans le conflit, surtout chez les Supergrands. Les conséquences d'une guerre nucléaire les obligent à une certaine retenue qu'ils n'auraient peut-être pas en l'absence des contraintes qu'ils doivent mutuellement s'imposer pour éviter une guerre nucléaire. Et, comme nous le laissons déjà entendre lorsque nous traitons des objectifs, c'est indirectement par le truchement d'« alliés obligés » que s'opposent les grandes puissances et non

pas directement, comme cela sera le cas à Cuba à propos du retrait des fusées soviétiques.

Ceci ne signifie pas, encore une fois, que la crise de Berlin n'ait pas été sérieuse. En réalité, un examen par phase de l'incompatibilité des objectifs en présence démontre l'incompatibilité fondamentale qui les opposait à ce propos. Le tableau V fait état des objectifs où l'effet a été jugé par le codeur comme étant nettement négatif, c'est-à-dire incompatible pour l'une et l'autre des parties lorsque l'opposition portait simultanément sur un même enjeu.

Les répertoires d'objectifs 1 et 2, c'est-à-dire les objectifs formulés respectivement par les États-Unis et l'URSS, démontrent, comme la relation *challenger-*

TABLEAU V

Répartition des objectifs à effet négatif (incompatibilité fondamentale) par fonction, par phases et par registres

É.-U. N = 175

Registre 1	Phase	1	2	3	% du total
	Protection	67,4	80,7	61,6	67,4
	Acquisition	13,1	1,7	11,4	26,3

URSS N = 140

Registre 2	Phase	1	2	3	% du total
	Protection	18,5	25,0	0,0	17,1
	Acquisition	70,0	59,1	65,3	65,7
	Dénégation	10,0	13,6	30,7	15,0

É.-U. N = 27

Registre 3	Phase	1	2	3	% du total
	Protection	70,0	62,5	44,0	59,2
	Acquisition	0,0	25,0	44,0	22,2
	Dénégation	30,0	12,5	11,1	18,5

URSS N = 47

Registre 4	Phase	1	2	3	% du total
	Protection	3,0	33,0	0,0	3,5
	Acquisition	69,7	66,6	42,8	59,6
	Dénégation	27,0	0,0	57,1	36,4

defender l'a déjà prouvé, qu'il s'agit d'un conflit de protection et d'acquisition élevé. Pour les deux premières phases, il s'agit pour les États-Unis de protection, et pour l'URSS d'acquisition, dans une proportion respective de 67,4 contre 65,7%. Il y a là une symétrie presque parfaite, l'un s'employant à protéger ce que l'autre tente d'acquérir. Cette symétrie est toute aussi parfaite au niveau de la perception qu'ont les grandes puissances de leurs objectifs réciproques, puisque l'URSS perçoit la fonction des objectifs que poursuivent les États-Unis (registre 3) comme en étant une de protection dans 59,2% des cas. Inversement (registre 4), les États-Unis perçoivent dans 59,6% des cas la fonction des objectifs recherchés par l'URSS comme en étant une d'acquisition.

Cette double relation laisse peu de place à une erreur d'appréciation dans l'évaluation que se font les grandes puissances des objectifs qu'ils poursuivent. Cette considération rejoint celle que nous faisons ci-dessus lorsque nous disions que dans 77,7% des cas, l'URSS percevait les motifs des États-Unis comme étant ceux de maintenir leurs droits d'accès à Berlin. Notons également que cette erreur d'appréciation semble aussi exclue en période de conflit, puisque la relation « protection-acquisition », au niveau des perceptions, est maintenue dans une proportion de 62,5% contre 66,6%.

Au total, il faut donc conclure que l'incompatibilité fondamentale des objectifs poursuivis dans la crise de Berlin par les grandes puissances est élevée, mais qu'il ne semble y avoir d'erreur d'interprétation de part et d'autre sur ce que l'un et l'autre recherchent.

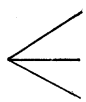
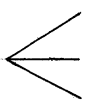
3 - LES RELATIONS « PROTECTION-ACQUISITION » PAR PHASE

Le tableau VI fait état des fonctions rattachées aux objectifs par phases pour l'ensemble des objectifs recherchés par les grandes puissances. La première constatation qui s'impose est la remarquable permanence du rapport « protection-acquisition » dans les trois phases pour les objectifs américains. À tout considérer, il n'y a pas véritablement de variation dans le rapport de cette fonction (moyenne générale 56/38) par phase. Pour ce qui est des Soviétiques, cette tendance est aussi sensiblement la même pour la période du « pré-conflit » et du « conflit » (23/67 contre 21/65), la fonction de dénégation étant relativement peu importante (6% et 9%).

Chose curieuse, cette relation change complètement dans la période « post-conflit ». La fonction de protection tombe à 9,5%, celle de l'acquisition atteint un sommet de 70%, tandis que la fonction de dénégation grimpe à 19%. Cette double conjoncture n'est évidemment pas conforme à la théorie du post-conflit. On devrait en cette période s'attendre à ce que l'incompatibilité marquée par la fonction diminue dans la période postconflictuelle. En réalité, c'est le contraire qui se produit dans les objectifs soviétiques. La fonction d'acquisition augmente de 5% par rapport aux deux phases précédentes, tandis que la fonction de dénégation fait plus que doubler par rapport à la moyenne des deux phases précédentes.

TABLEAU VI

Les relations « protection-acquisition » par phase

<i>Registre 1</i>				
Objectifs formulés par les É.-U.	Phase 1. N = 151		Protection	55,63
			Acquisition	38,41
	Phase 2. N = 37		Protection	56,76
			Acquisition	37,84
	Phase 3. N = 74		Protection	56,76
			Acquisition	39,19
<i>Registre 2</i>				
Objectifs formulés par l'URSS	Phase 1. N = 106		Protection	23,6
			Acquisition	67,0
			Dénégation	6,6
	Phase 2. N = 58		Protection	20,7
			Acquisition	65,6
			Dénégation	10,3
	Phase 3. N = 42		Protection	9,5
			Acquisition	70,0
			Dénégation	19,0

L'évolution générale de la situation laisse supposer que l'opposition entre les grandes puissances connaît un regain de vigueur dans la période qui suit l'érection du mur de Berlin. Cette constatation rejoint l'affirmation à l'effet que Berlin n'a pas été un prétexte mais plutôt l'occasion de révéler au monde l'opposition entre les grandes puissances qui paraît continuer de persister après l'érection du mur. En d'autres termes, la guerre froide continue : c'est un conflit à finir. Sur la question berlinoise vient se greffer la course à la supériorité stratégique.

Cette tendance, par ailleurs, est confirmée, comme nous aurons l'occasion de le voir plus loin, par l'augmentation dans l'intensité des comportements entre les grandes puissances durant la période postconflictuelle.

Tout se passe ici comme si l'érection du mur de Berlin avait été pour les Soviétiques une invitation, non seulement à continuer la ligne dure de leur politique, mais encore à faire monter davantage les enchères. Les chiffres indiquent en tout cas un net durcissement dans la formulation de leurs objectifs généraux, encore

que la fonction de dénégation puisse également être interprétée comme une réaction à la politique américaine. La stabilité du rapport des fonctions « protection-acquisition » chez les Américains durant les trois phases laisse cependant croire que la fonction de dénégation chez les Soviétiques est à créditer à un ensemble d'objectifs plus revendicateurs et contestataires que ceux qu'ils ont poursuivis durant les deux premières phases.

4 - UN CONFLIT LARGEMENT SYSTÉMIQUE

La nature des objectifs recherchés durant l'année du conflit est révélatrice de la nature de l'opposition entre les grandes puissances. Le tableau VII ci-après reproduit représente, en réalité, une combinaison de deux éléments : le tableau VI et la nature des objectifs poursuivis. Si le tableau VI faisait état des relations « protection-acquisition » par phase, le tableau VII ne fait que préciser le pourcentage des cas où les fonctions s'exerçaient par rapport à des objectifs spécifiques.

Nous avons souligné dans les pages précédentes la stabilité relative du rapport « protection-acquisition » qui qualifie par phase l'antagonisme soviéto-américain. La fonction de protection pour les Américains est pratiquement uniforme à travers les phases (55, 56 et 56). Chez les Soviétiques, nous avons sensiblement le même résultat, à cette différence près que la fonction d'acquisition s'intensifie au cours de la troisième phase (67, 65 et 70). La distribution des objets à propos desquels ces fonctions s'exercent est particulièrement révélatrice. Dans l'ensemble, la distribution la plus éloquente est celle des objectifs systémiques. Ceux-ci caractérisent d'emblée la nature de l'opposition entre les grandes puissances : recherche de la supériorité militaire, volonté de faire en sorte que l'URSS soit reconnue comme une grande puissance, militairement dangereuse et invincible, le souci de vouloir mettre un terme aux séquelles de la Seconde Guerre mondiale - recherchée en l'occurrence par le truchement de la signature d'un traité de paix séparé avec la RDA, ce qui aurait amené les trois puissances d'occupation à devoir traiter directement avec celle-ci, le souci de pratiquer la coexistence pacifique, ce qui, aux yeux des Soviétiques, n'était pas incompatible avec l'appui qu'ils étaient désireux d'apporter aux mouvements de révolution nationale, et ainsi de suite. Sur chacun de ces points, l'Ouest, et en particulier les États-Unis, ont fait connaître leur volonté de relever le défi et de ne pas être laissés pour compte.

Chez les Soviétiques, en tout cas, l'image que projette la distribution des objectifs est très claire. À l'intérieur même de la question d'acquisition par phase (67, 65 et 70), dans 91, 89 et 89% des cas, c'est sur des objectifs de nature systémique que cette relation a porté.

Du côté américain, il faut noter que le rapport « protection-acquisition », à l'intérieur des objectifs systémiques, est plus élevé au niveau de l'acquisition qu'à celui de la protection. En d'autres termes, si dans l'ensemble du conflit, au niveau des phases et des fonctions, le rapport est premièrement relativement stable, et deuxièmement, nettement révélateur de la notion de défenseur (55/8, 56/37 et 56/39), on constate qu'à l'intérieur de ces rapports, des proportions s'inversent

TABLEAU VII

Les relations des fonctions par rapport aux phases et aux objets, en pourcentages

Registre 1 (États-Unis)			<i>Territoire</i>	<i>Contrôle politique</i>	<i>Ressources physiques</i>	<i>Systémique</i>	<i>Ressources humaines</i>
Phase 1. N = 151	Protection	55,63 →	2,3	15,4	15,4	58,3	8,3
	Acquisition	38,41 →		3,5	27,6	65,6	3,5
Phase 2. N = 37	Protection	56,76 →	23,8	4,7	14,3	33,3	23,9
	Acquisition	37,84 →			14,3	85,7	
Phase 3. N = 74	Protection	56,76 →	19,0	4,7	19,0	45,2	12,0
	Acquisition	39,19 →			31,0	69,0	
Registre 2 (URSS)							
Phase 1. N = 106	Protection	23,6 →	16,0	24,0	12,0	36,0	12,0
	Acquisition	67,0 →		2,8	4,2	91,6	1,4
	Dénégation	6,6 →		28,6	57,2	14,3	
Phase 2. N = 58	Protection	20,7 →	8,3	33,3	8,3	50,0	
	Acquisition	65,6 →			7,9	89,5	2,6
	Dénégation	10,3 →		33,3	66,7		
Phase 3. N = 42	Protection	9,5 →		25,0	25,0	50,0	
	Acquisition	70,0 →			10,3	89,6	
	Dénégation	19,0 →		25,0	62,5		12,5

au niveau des objectifs systémiques (58/65, 33/85, et 45/69). Ainsi, dans 65, 85 et 69% des cas où les États-Unis pratiquaient la fonction d'acquisition, celles-ci portaient sur des objets de nature systémique. Tout ceci paraît parfaitement conforme à la nature de la crise que nous étudions. Les États-Unis, en effet, n'ont pas manqué d'occasions pour rappeler qu'ils s'étaient engagés à défendre le monde libre, qu'ils ne toléreraient pas une modification unilatérale de leurs droits d'accès à Berlin, qu'ils n'admettraient pas de négocier sous la menace du chantage nucléaire, et qu'ils feraient tout en leur pouvoir pour maintenir leurs budgets militaires à des niveaux améliorés afin d'éviter tout malentendu quant à la volonté qu'ils avaient de ne pas céder à la menace.

Assez curieusement, tant du côté soviétique que du côté américain, tout se passe comme si Berlin n'avait été qu'un épisode d'une querelle beaucoup plus vaste. La rivalité américano-soviétique, au lieu de s'apaiser, semble s'intensifier. En réalité, huit mois après la fin de la phase du post-conflit, les deux Grands se retrouvent, avec Cuba, au bord du gouffre nucléaire. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que Cuba ait été considéré, par tous les observateurs de la guerre froide⁵⁰, comme le principal tournant dans l'évolution de la guerre froide. On passera désormais, après Cuba, de la guerre froide à la paix froide négociée.

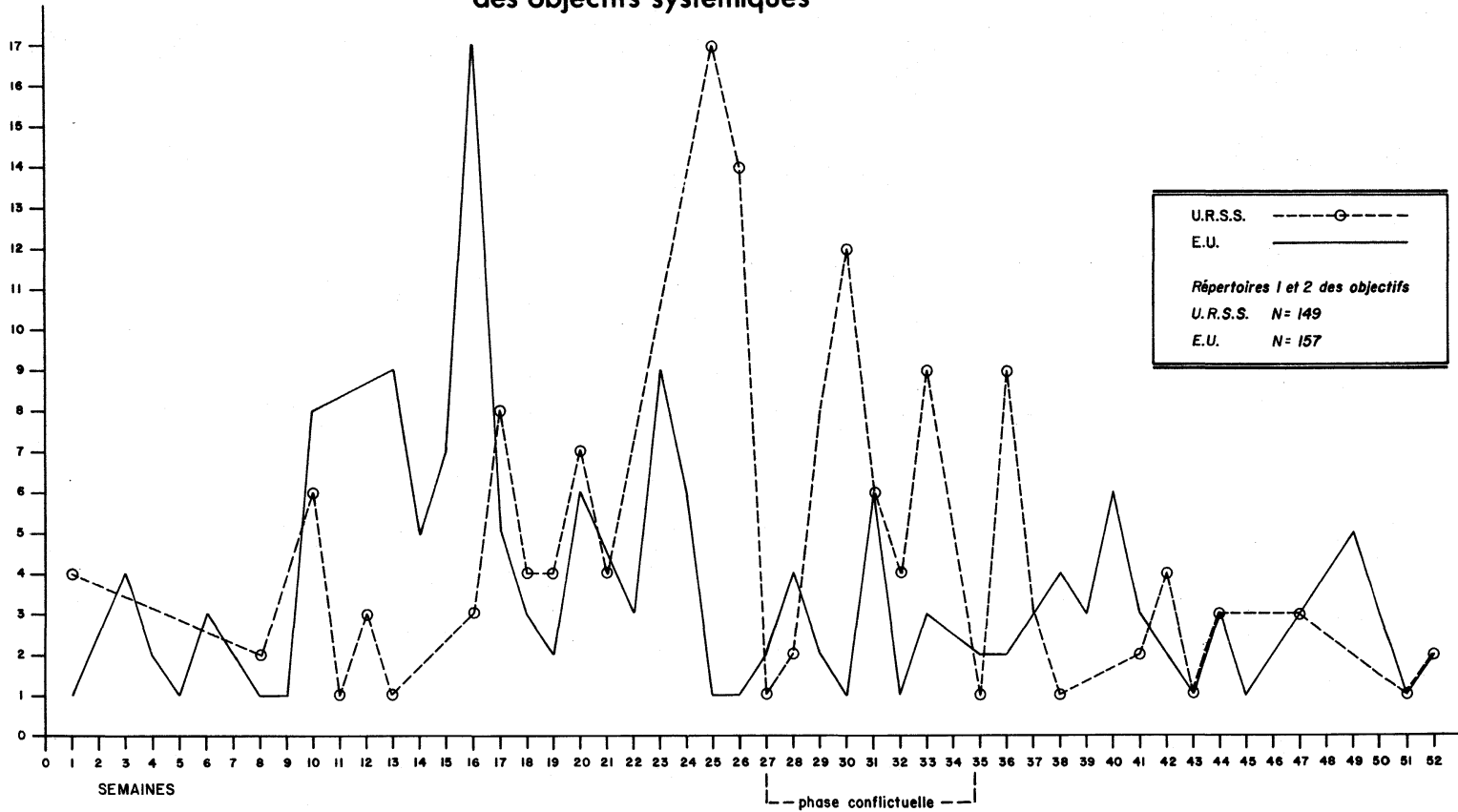
Le graphique 1, intitulé « fréquence de formulation des objectifs systémiques américano-soviétiques », représente sous un autre jour l'évolution des objectifs systémiques de la dyade au cours de la période considérée. Ce graphique n'inclut que les répertoires d'objectifs 1 et 2, c'est-à-dire les objectifs formulés de part et d'autre, et non les objectifs perçus. Les répertoires 1 et 2 contiennent, au total, 264 objectifs pour les États-Unis, et 206 objectifs pour l'URSS. C'est donc dire que les objectifs systémiques représentent, pour les États-Unis, 59% (N = 157/264) de l'ensemble des objectifs formulés, tandis que pour l'URSS, ce pourcentage atteint 72% (149/206). L'examen du graphique 1 nous amène à formuler trois considérations générales. Si, dans l'ensemble, le nombre des objectifs formulés de part et d'autre est à peu près égal, il n'en reste pas moins que la fréquence de formulation est beaucoup plus élevée chez les Soviétiques, plus particulièrement durant la période de crise qui s'étend du 13 août au 5 octobre 1961 (semaines 27 à 34 et demie). Il s'agit peut-être là d'un élément récurrent qu'une analyse comparative permettra de dégager à l'examen d'autres conflits, plus particulièrement chez la puissance revendicatrice. En d'autres termes, la puissance revendicatrice ressent peut-être davantage le besoin de manifester son désaccord avec le *statu quo*, et par conséquent, de justifier, aux yeux du monde, le pourquoi de ses faits et gestes, ou si l'on veut, sa position générale.

La deuxième constatation, la plus intéressante, se situe dans la période immédiate qui a précédé l'érection du mur de Berlin. Il est étonnant de considérer chez les Soviétiques la fréquence très élevée de la formulation des objectifs systémiques dans les deux semaines (les semaines 25 et 26) qui ont immédiatement précédé le fait accompli du mur de Berlin. Comme on pourra le constater

50. Gérard BERGERON, *La guerre froide inachevée* ; André FONTAINE, *Histoire de la guerre froide* ; et Louis-Joseph HALLE, *The Cold War*, pour ne citer que ceux-là.

GRAPHIQUE 1

E.U., U.R.S.S. : fréquence de formulation des objectifs systémiques



dans la section suivante qui traitera des comportements, on n'observera pas, à ce niveau, de différences essentielles entre les comportements soviétiques et américains. Au niveau des objectifs, toutefois, la différence est énorme, puisque les Soviétiques auront formulé durant les 25^e et 26^e semaines, 17 et 14 objectifs systémiques respectivement. Cette façon, assez subtile, par rapport à l'évolution normale de la courbe de fréquence, de revendiquer plusieurs fois des changements au *statu quo* constitue peut-être l'un des indicateurs clés, annonciateurs d'une crise. Ce qui viendrait à dire, pour pouvoir prévoir le déclenchement d'une crise, qu'il est important d'être aussi sinon davantage attentif à ce que les gens disent qu'à ce qu'ils font.

La troisième considération se veut une explication plutôt qu'une conclusion. On observe, en effet, un taux de fréquence élevé pour les États-Unis durant les 15^e et 16^e semaines. Cette courbe s'explique du fait que le Conseil de l'OTAN tenait sa réunion ministérielle à la même époque. De plus, de nombreuses déclarations américaines portaient sur l'ensemble du contentieux avec l'URSS (nécessité d'augmenter les défenses militaires des pays de l'OTAN, de maintenir les droits d'accès à Berlin, d'en arriver à un règlement sur le Laos, sur la question du désarmement et plus particulièrement sur la question des essais nucléaires alors que le moratoire suivait son cours).

V – LES COMPORTEMENTS

A – Caractéristiques générales

Nous pensons ici nécessaire de dégager quelques éléments fondamentaux des comportements propres à la crise de Berlin, notamment en ce qui a trait aux acteurs, aux décideurs, aux cibles visées, c'est-à-dire les sujets visés par les acteurs dans leurs actions, ainsi qu'aux types de comportements généraux.

1 – LES ACTEURS

Le nombre d'actions pour l'ensemble de la période considérée s'élève à 4 760. De ce nombre, les acteurs suivants sont responsables des gestes et paroles posés selon les pourcentages suivants :

États-Unis	28,0%
URSS	22,3%
R.F.A.	18,7%
R.D.A.	14,2%
Berlin-Ouest	9,7%
Berlin-Est	1,2%
Puissances occupantes	2,1%
Royaume-Uni	1,8%
Autres	2,0%
	100%

Si les faits et gestes des grandes puissances comptent pour 50% de l'ensemble des actions posées, il faut cependant noter que les « alliés obligés » des grandes puissances ne sont pas restés cois. La R.F.A. et la R.D.A. cumulent à elles seules 33% des comportements. Ce pourcentage grimpe à 43% si l'on ajoute aux comportements de ces deux pays, ceux de Berlin-Ouest et de Berlin-Est.

Cette caractéristique générale du conflit nous a amené, pour des raisons que nous expliquerons plus loin, à faire porter notre analyse des comportements sur la double dyade (R.F.A.-États-Unis vs R.D.A.-URSS), plutôt que sur les seuls comportements dirigés des États-Unis et de l'URSS.

2 - LES DÉCIDEURS

L'origine des actions posées par les États est plutôt intéressante sur une base comparative, dans la mesure où des spécialistes voudraient se pencher sur les mérites respectifs de certaines hypothèses d'école, notamment au niveau des modèles organisationnels et bureaucratiques. Des 4 760 comportements, les origines des actions sont ainsi réparties :

Chef de gouvernement	27,7%
Ministre des Affaires étrangères	5,5%
Ministre de la Défense	2,8%
Autre ministre	4,0%
Bureaucratie militaire	11,4%
Bureaucratie des Affaires extérieures	20,0%
Gouvernement (sans précision)	14,1%
Autres	14,5%
	100%

Il n'apparaît pas anormal que 27,7% des actions tirent leurs origines des chefs de gouvernements parties au conflit. Ce pourcentage, par ailleurs, est beaucoup plus faible que celui enregistré pour la formulation des objectifs, ce qui nous avait amené à qualifier la crise de Berlin de *high level* dans la section traitant des objectifs généraux de la crise. S'il apparaît aussi raisonnable que 20% des actions soient posées par les appareils gouvernementaux des affaires étrangères, il est curieux de constater que 11,4% de l'ensemble des actions soient dues aux appareils militaires des parties au conflit, alors que cette crise n'a jamais atteint le stade des hostilités proprement dites. Il est cependant aisé d'expliquer cette situation lorsque l'on sait qu'une grande partie de l'opposition entre les grandes puissances portait à l'époque sur leur rivalité militaire, pour ne pas dire sur la course à la suprématie nucléaire.

Une analyse plus détaillée des origines des actions sera par ailleurs fournie lors de l'examen des comportements respectifs de chacun des membres de la dyade.

3 - LES CIBLES DIRECTES ET INDIRECTES

La répartition des cibles directes et indirectes pour les 4 760 comportements se présente ainsi :

<i>Cibles directes</i>		<i>Cibles indirectes</i>	
États-Unis	16,8%	URSS	2,2%
URSS	23,5%	R.D.A.	3,4%
Puissances occupantes	5,8%	R.F.A.	2,5%
R.D.A.	3,2%	Berlin-Ouest	5,5%
R.F.A.	5,1%	Berlin (en général)	10,4%
Berlin-Ouest	3,4%	les 2 Allemagnes	3,3%
Berlin (en général)	2,0%	Conférence du désarmement	5,1%
Non applicable	30,9%	Nations unies	2,9%
Autres cibles	9,3%	Non applicable	50,5%
		Autres	14,2%
	100%		100%

Le modèle prédominant des sujets visés par les actions posées est celui des grandes puissances qui sont directement impliquées dans 40% des cas. On se rend aussi compte de l'importance de Berlin durant la période considérée puisque Berlin-Ouest, Berlin-Est, les deux Allemagnes prises dans leur ensemble, ainsi que la R.F.A. et la R.D.A. recueillent, au niveau des cibles indirectes, plus de 25% des mentions. La dominance du système bipolaire de l'époque et le problème de Berlin sont d'autant plus évidents qu'au niveau des cibles directes et indirectes, qui recueillent respectivement 9,3% et 14,2%, il y a, dans le premier cas, 39 cibles différentes, toutes recueillant moins de 2% des mentions. Le Laos et le Congo, pour ne citer que ces deux exemples, semblent donc faire figures d'éléments marginaux dans la crise qui oppose à l'époque les grandes puissances. L'élément systémique de la crise se retrouve par ailleurs dans la forte proportion de la catégorie « non applicable » qui recueille pour les cibles directes les pourcentages 30,9% et 50,5% respectivement.

Cette analyse de contenu ne fait que mettre en relief, d'une manière beaucoup plus éclatante que nous l'anticipions, les traits dominants de l'actualité internationale de l'époque : chaude rivalité systémique entre les grandes puissances, et l'abcès de Berlin.

4 - LES TYPES DE COMPORTEMENTS

La répartition des types de comportements pour l'ensemble des 4 760 cas se lit comme suit :

1. Châtiment	0,7%
2. Interférence	2,1%
3. Mobilisation	3,4%
4. Menace	0,8%
5. Conditionnement négatif	27,0%
6. Commentaire	44,1%
7. Consultation	4,9%
8. Appel	7,2%
9. Conditionnement positif	8,4%
10. Promesse	0,1%
11. Démobilisation	0,6%
12. Concession	0,3%
13. Récompense	0,3%
	100%

Si la rivalité systémique entre les grandes puissances est très accentuée, comme nous venons de le souligner, il n'en reste pas moins que l'ensemble des comportements s'apparente aux clichés classiques de la guerre froide. Pas d'hostilités directes, sinon très peu (0,7%), plusieurs comportements reliés à des actes d'interférence, dans les corridors de Berlin notamment, un peu de menace, encore que le chantage nucléaire ait été pratiqué, et beaucoup de conditionnement négatif. La mobilisation, qui suppose une mobilisation réelle des ressources militaires, peut apparaître comme peu élevée, mais elle est importante puisqu'elle constitue plus de 25% des gestes⁵¹ (les trois premières et les trois dernières catégories : châtiment, interférence, mobilisation ; et démobilisation, concession et récompense), par opposition aux paroles proprement dites qui constituent près de 90% de l'ensemble des 4 760 comportements. L'immense majorité des comportements se situe au niveau de la catégorie des « commentaires ». En d'autres termes, tous les appels à la suprématie militaire, à la volonté de ne pas céder au chantage, de défendre ses alliés, d'être le premier pays à envoyer un homme sur la lune, etc., sont classés dans cette catégorie. Un examen plus poussé des comportements suppose cependant que nous nous attardions plus longuement sur une analyse comparée des comportements des membres respectifs de la dyade.

VI – LA DYADE DIRIGÉE

Les comportements des États-Unis vis-à-vis de l'URSS durant la période de temps considérée sont au nombre de 828, tandis que 563 comportements soviétiques sont dirigés à l'endroit des États-Unis. Si l'on ajoute à ces nombres les comportements de la R.D.A. et de la R.F.A., environ 300 comportements nouveaux s'ajoutent de part et d'autre. Les chiffres ainsi obtenus sont de 855 pour l'URSS

51. Cette proportion atteindrait 45% si l'on excluait les consultations (4,9%) qui font partie de la catégorie des gestes, et non des paroles.

et la R.D.A. et de 1 141 pour les États-Unis et la R.F.A. L'on obtient ainsi une double dyade dirigée, dont les cibles sont, à toute fin pratique, fondues de part et d'autre en une seule. En d'autres termes, la double dyade est considérée, au plan de l'analyse, comme une seule et même dyade (États-Unis $\leftrightarrow$ URSS).

Deux raisons nous ont amené à prendre cette décision. La première relève de considérations statistiques. Il s'agissait d'augmenter, dans les comportements, le nombre de cas soumis à l'analyse. La deuxième, beaucoup plus importante, tient à la nature même du conflit. Comme il s'agit d'un conflit par « personnes obligées », il nous a paru nécessaire d'y inclure les comportements des alliés, de la R.D.A. notamment, afin d'obtenir une meilleure discrimination au niveau de l'analyse des comportements. La plupart des gestes d'interférence ont, en effet, été posés par les forces militaires de la R.D.A., ou encore par les forces de police de contrôle sur les autoroutes de la R.D.A. L'analyse qualitative des événements semble ainsi mieux coller à la réalité.

En réalité, comme nous le verrons sous peu, cette méthode ne modifie guère l'allure de la courbe de fréquence des interactions. Elle a cependant une influence au niveau de la distribution des types de comportements.

A – Les décideurs

La répartition de l'analyse des comportements pour la dyade dirigée est la suivante :

	<i>États-Unis/RFA</i>	<i>URSS/RDA</i>
Chef d'État	4	1
Chef de gouvernement	275	159
Groupe exécutif	2	
Ministère des Affaires étrangères	101	36
Ministère de la Défense	14	2
Autre ministre (ou membre du cabinet)	41	16
Bureaucratie militaire	102	88
Bureaucratie des Affaires étrangères	367	235
Gouvernement (sans précision)	160	113
Autres	75	205
	N = 1141	N = 855

Nous avons déjà signalé l'intérêt comparatif que peut représenter la répartition de l'origine des actions en fonction du type d'appareil gouvernemental visé. Dans les deux cas, au niveau des comportements, ce sont les appareils administratifs reliés aux Affaires étrangères qui sont à l'origine du plus grand nombre de comportements, relativement aux autres catégories d'origine. Dans les deux cas, les chefs de gouvernements sont également à l'origine d'un pourcentage important d'actions (19% pour l'URSS et 24% pour les États-Unis). À l'intérieur

même du membre occidental de la dyade, on constate l'équilibre presque parfait qui semble exister entre les comportements dus au ministre des Affaires étrangères et ceux découlant de la bureaucratie militaire. En revanche, il est curieux de constater l'importance que recueillent chez les Soviétiques les actions découlant de l'appareil militaire, comparativement à ceux qui émanent du ministre des Affaires extérieures. Cette tendance avait déjà été notée au niveau de l'origine de la formulation des objectifs.

B – Les comportements

1 – LA FRÉQUENCE D'INTERACTION

Le graphique 2 permet de suivre le cheminement de la courbe d'évolution des comportements. La courbe supérieure représente l'ensemble des comportements pour les deux membres de la dyade. La courbe en traits pointillés représente les comportements des États-Unis nécessairement plus élevés, parce que plus nombreux, que ceux de l'URSS tracés sous forme de ligne continue.

L'axe horizontal du graphique est libellé en semaines, tandis que l'axe vertical tient simplement compte des comportements exprimés en nombre absolu. Quant aux phases, les 26 premières semaines représentent, par définition, comme nous l'avons vu au début, la période du pré-conflit. La crise proprement dite s'étend de la 27^e semaine, c'est-à-dire du 13 août au 5 octobre, tandis que la période post-conflit commence avec la 34^e semaine et demie.

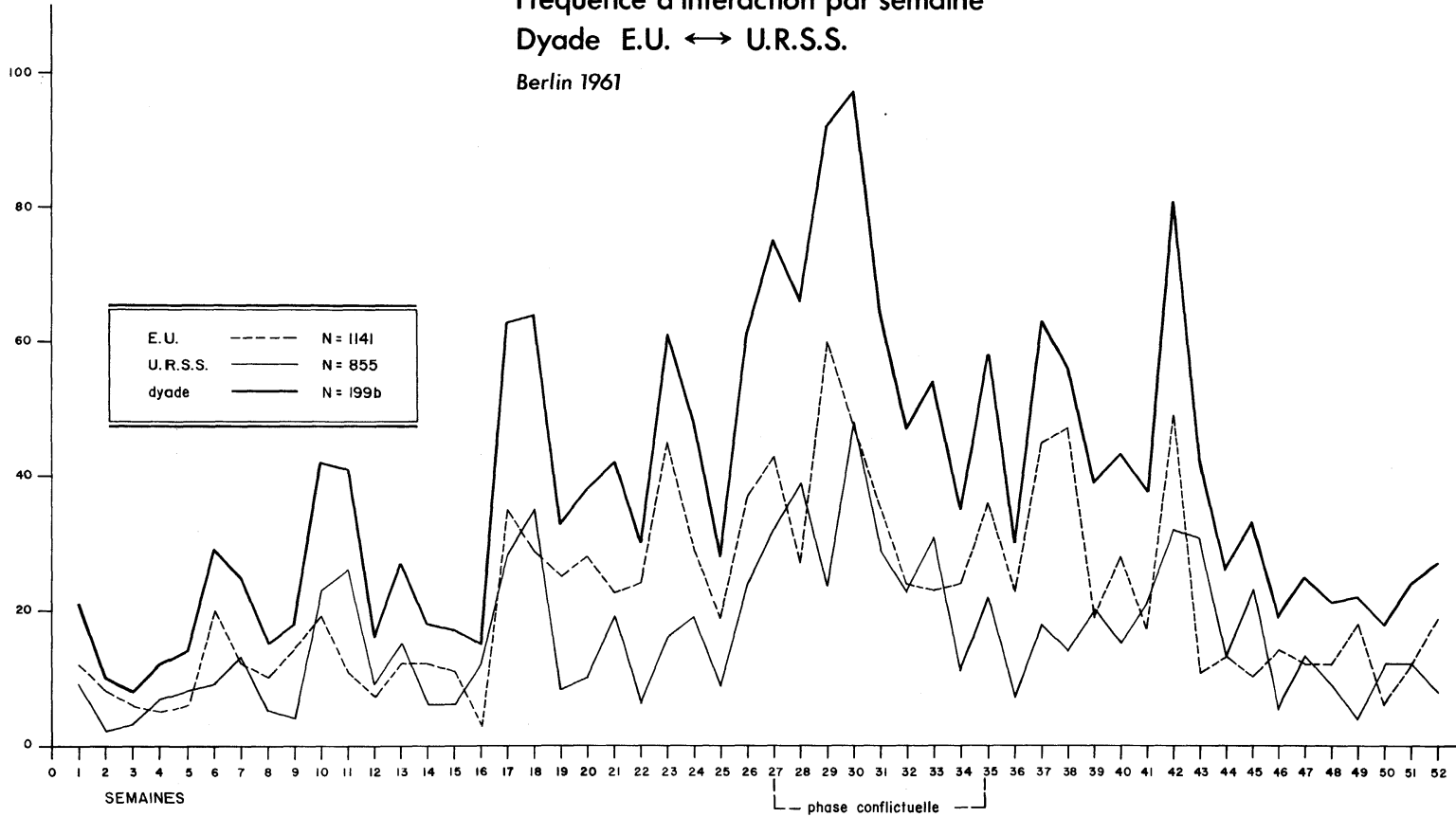
Un peu à la façon de lire la courbe de température sur un graphe médical, on constate que la fréquence des comportements a atteint son plus haut sommet au cours de la période de la crise. L'allure générale de la courbe supérieure épouse cependant davantage le modèle des dents de scie que celui de la courbe classique que l'on pourrait attendre d'un « conflit parfait », où la courbe propre à la crise connaîtrait une hausse subite, tandis que les périodes précédant et suivant la crise proprement dite seraient, sinon d'un calme plat, du moins relativement stables.

S'il est certain que l'élévation de la courbe atteint son plus haut sommet au moment de la phase conflictuelle, il n'en reste pas moins qu'il est loisible de constater deux autres pics, celui des 17^e et 18^e semaines, ainsi que celui de la 42^e semaine, dont les sommets sont relativement élevés⁵². Le graphique donne

52. Le premier pic se situe en fait au moment de la rencontre de Vienne entre Kennedy et Khrouchchev, ce dernier fixant un délai de six mois pour signer un traité de paix séparé avec la R.D.A. Quant à la fréquence élevée d'interventions des 41^e et 42^e semaines, elle est due à toute une série d'activités diplomatiques et militaires relatives à Berlin, notamment les manœuvres du Pacte de Varsovie qui se tenaient à la même époque, à la continuation du renforcement des unités américaines, décidé en juillet 1961, mais dont les effets se prolongèrent jusqu'à la fin de novembre, aux consultations du président Kennedy avec ses homologues britannique et allemand, MacMillan et Adenauer, ainsi qu'à la visite du président Kennedy à Moscou. Durant toute la période postconflictuelle, les États-Unis tiennent le double langage du bâton et de la carotte, insistant sur l'ouverture des négociations avec l'URSS sur tous les fronts (désarmement, cessation des essais nucléaires, Berlin), tout en prônant le renforcement de ses effectifs nucléaires, ainsi que ceux des forces conventionnelles des alliés en Europe.

GRAPHIQUE 2

Fréquence d'interaction par semaine
Dyade E.U. ↔ U.R.S.S.
Berlin 1961



un peu l'impression que l'on est en présence de conflits successifs et continuels. Les résultats doivent-ils étonner le lecteur ? À tout considérer, il n'y a pas de doute que le mur de Berlin a constitué un événement majeur à l'intérieur de la rivalité américano-soviétique durant la période qui s'étend du 13 février 1961 au 13 février 1962.

Il n'en reste pas moins que toute la période est caractérisée par des cycles de fréquence où l'interaction croît à plusieurs reprises, sans pour autant atteindre des sommets de crise proprement dits. Le cheminement accidenté, par ailleurs, nous paraît conforme à l'analyse que nous faisons, dans la première partie, des objectifs.

La courbe de la dyade exclusive États-Unis-Urss, c'est-à-dire à l'exception des actions faites par les deux Allemagnes, donne, à quelques variances près, des résultats identiques. Nous ne jugeons donc pas utile de la reproduire ici. Il est cependant utile de le mentionner, puisque l'addition des « alliés obligés » aurait pu fausser l'analyse. En réalité, c'est au niveau de l'intensité des interactions que les résultats de l'analyse sont les plus intéressants.

2 - L'INTENSITÉ DES INTERACTIONS

Le tableau VIII fait état des types et de l'intensité des comportements par phases pour chacun des membres de la dyade. Les colonnes d'extrême-droite et d'extrême-gauche représentent en pourcentage la distribution des types de comportement pour l'ensemble du conflit. D'ores et déjà, une différence fondamentale apparaît entre les comportements de la puissance revendicatrice et ceux de la puissance attachée au *statu quo*. Les principaux types de comportements se situent au niveau des commentaires et du conditionnement négatif. Pour l'ensemble du conflit, la proportion des commentaires est beaucoup plus élevée chez les Américains que chez les Soviétiques. Tout se passe ici comme si les Américains avaient à convaincre le Congrès et le peuple américain de la gravité du conflit et de la nécessité de ne pas céder aux instances de la partie revendicatrice. Au niveau du conditionnement négatif, on note que 50% des gestes soviétiques se situent à l'intérieur de cette catégorie, comparativement à 45,3% pour les Américains. La menace est plus souvent proférée par les Soviétiques que par les Américains, ce qui, étant donné la nature du conflit, n'étonne personne. Le degré de mobilisation, largement dû chez les Soviétiques aux déplacements de leurs troupes et à leur concentration autour de Berlin, ainsi qu'à la reprise de leurs essais nucléaires est aussi plus élevé en Urss qu'aux États-Unis. Tout ceci ne signifie pas que les États-Unis n'aient pas davantage que l'Urss mobilisé leurs ressources. En réalité, les États-Unis ont mobilisé sur une grande échelle, mais les gestes plus nombreux posés par les Soviétiques expliquent le pourcentage plus élevé retrouvé dans cette catégorie.

En réalité, c'est au niveau du châtiement et de l'interférence qu'apparaissent les différences les plus vives à l'intérieur des comportements. On y retrouve 8% des gestes soviétiques, comparativement à 2,1% pour les Américains. C'est également à ce niveau qu'à travers les phases la discrimination dans les

TABLEAU VIII

*Double dyade États-Unis-URSS :
Types et intensité des comportements par phases en pourcentage*

États-Unis/RFA					URSS/RDA			
Total %	Types * de com- porte- ments	%			%			Total %
		Comportements par phases			Comportements par phases			
		1	2	3	1	2	3	
1,0	1	0,0	0,7	2,4	0,0	1,6	5,9	2,5
1,2	2	0,6	1,4	1,5	1,8	8,7	7,0	5,5
0,9	3	0,0	1,8	1,4	0,3	3,3	1,0	1,4
0,4	4	0,4	0,3	0,5	0,9	2,5	0,7	1,3
45,5	5	49,9	47,4	38,6	51,0	45,8	52,8	50,2
35,3	6	30,5	37,5	39,3	22,3	20,4	14,4	19,2
4,0	7	3,4	4,0	4,7	5,4	5,4	7,3	6,1
6,7	8	9,2	4,0	5,6	8,1	5,0	3,8	5,8
4,5	9	5,5	2,5	4,7	9,0	5,0	4,9	6,5
.09	10	0,0	0,0	0,2	0,0	0,8	0,3	0,3
0,0	11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
0,1	12	0,0	0,0	0,5	0,3	1,2	1,4	0,9
0,1	13	0,2	0,0	0,2	0,6	0,0	0,0	0,2
N = 1141		465	272	404	331	240	284	855
	%	40,75	23,84	35,41	38,7	28,0	33,2	

* Les types de comportements (catégories 1 à 13) sont les mêmes que ceux qui ont été identifiés dans la section précédente. (cf. *supra*, p. 120)

comportements est la plus évidente. Les comportements en phase préconflictuelle sont à peu près analogues, encore que le niveau d'interférence soit, chez les Soviétiques, le double de celui constaté chez les Américains. Ces proportions changent cependant d'une façon dramatique en phase conflictuelle. Le plus étonnant, toutefois, est que ces comportements, au lieu de se résorber en phase post-conflit, tendent à s'intensifier. Ceci est particulièrement vrai dans la catégorie réservée au « châtiment » qui atteint dans l'échelle le plus haut point d'intensité.

Bien qu'en phase 3, le degré de mobilisation soit pour les deux parties inférieur à celui constaté dans la phase conflictuelle, ce qui semble indiquer une atténuation de la crise, on remarque une stabilité relative au niveau de l'interférence, ce qui laisse supposer que le conflit persiste. Ces tendances contradictoires peuvent s'expliquer historiquement, du fait que les politiques de harcèlement de

la R.D.A. dans les couloirs d'accès à Berlin ont persisté durant plusieurs mois à la suite de l'érection du mur de Berlin. Mais comment expliquer l'intensification en phase 3 des actes de châtimement ? Vérification faite, tous ces gestes sont attribuables à la R.D.A., dont les coups de feu aux frontières allemandes ou à Berlin visaient à empêcher la fuite des réfugiés.

VII – CONCLUSION

Que peut-on légitimement conclure aux termes de cette analyse ?

La première conclusion, la plus importante sans doute, tient au caractère prédictif qui découle de la fréquence de formulation des objectifs systémiques formulés juste avant le déclenchement de la crise. Il semble bien que ce soit là une découverte empirique propre au projet CADIC. Toutes les analyses théoriques se sont préoccupées essentiellement, jusqu'à maintenant, des modèles interactifs au niveau des comportements. Or ceux-ci ne permettent pas jusqu'à aujourd'hui de prévoir *a priori*, au contraire des objectifs dont la courbe de cheminement semble contenir en germe les prémisses d'un « système de détection avancée ».

La seconde est que l'état des travaux est insuffisamment avancé pour établir des liens plus poussés entre les objectifs et les comportements. Les travaux, en ce domaine, se poursuivent et feront l'objet d'une autre publication. En ce qui a trait à Berlin cependant, l'analyse qualitative des comportements vient ici compléter les travaux antérieurs de R. Tanter. En parlant de la crise de Berlin de 1958, l'auteur concluait à la non-crise. Son jugement est plus réservé quant à la crise de Berlin de 1961. Nos conclusions sont analogues. Il y a eu Berlin, bien sûr, mais c'est l'ensemble de la rivalité soviéto-américaine qui est soumis à l'analyse durant la période considérée. Berlin a été le baromètre de la guerre froide, mais l'antagonisme entre les grandes puissances a largement débordé le cadre de cette crise. L'analyse des objectifs durant la phase 3 du conflit qui prennent un caractère plus revendicateur, ainsi que l'analyse des comportements durant cette même phase où la proportion des actes de châtimement et d'interférence augmente, démontrent que Berlin n'a été qu'un épisode à l'intérieur d'un conflit beaucoup plus vaste : celui de la guerre froide.

En ce sens, Berlin n'a été que le prélude à Cuba. Le premier conflit, de plus, comme nous l'avons vu dans la section historique, a sans doute fait l'objet d'âpres débats intérieurs en URSS. Berlin est ainsi né d'une triple conjoncture : luttes de pouvoir intérieur en URSS, tentatives d'exploitation de la situation pour affirmer le rôle de l'URSS au sein du système international, et course à la supériorité stratégique.

En dernier lieu si l'étude actuelle n'a pas encore donné lieu à la démonstration d'hypothèses théoriques, la méthodologie utilisée néanmoins apporte beaucoup à l'analyse des conflits. Elle constitue un outil d'analyse qui, lorsqu'il sera poursuivi, devrait permettre d'aboutir à des résultats empiriques intéressants.